



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Mandat pour l'opération de rénovation, extension, exploitation du centre de tri Demeter - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle était arrivée en limite de capacité et nécessitait des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de la Communauté d'agglomération a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de construction réalisation exploitation maintenance (CREM) pour le process), Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé, par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi MOP).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consiste notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- Couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envols ;
- Réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation à l'issue de laquelle le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € HT toutes tranches confondues.

S'agissant du process, les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du process de tri ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier lancé en décembre 2016.

Au terme de la procédure de consultation, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 euros HT, y compris le montant lié à l'exploitation de l'installation pour une durée de 6 ans à compter de sa réception, hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédiée à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève quant à elle à 8 536 932,00 € HT, en diminution de 963 068 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € HT.

À l'issue des études d'APD de 2017 pour la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur 4 166 000 € HT en augmentation de 466 000 € HT par rapport à l'enveloppe prévisionnelle initiale affectée par le maître d'ouvrage. Au cours de l'année 2018, la SA3M, a fait établir le Projet définitif qui a été remis par la maîtrise d'œuvre le 17 avril 2018. L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à 4 255 460 euros HT, soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux de 4 166 000 € HT fixé au terme des études d'Avant-Projet Définitif, pour prendre en compte les observations du mandant et les dernières adaptations du titulaire du Marché Global de Performance nécessaires au process de tri, ainsi que l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries.

Pour les travaux de rénovation et d'extension du centre de tri qui concernent la zone de bureaux rénovée et étendue, la zone de bâtiment PROCESS rénovée, l'extension du hall de réception des déchets, le bâtiment neuf de stockage des balles, les marchés, répartis en 18 lots, ont été attribués en novembre 2018 pour un montant de 4 337 K € HT, en augmentation de 171 K € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2017 de 4 166 K € HT

Après la délivrance du Permis de Construire et de l'Arrêté Préfectoral portant enregistrement pour l'autorisation d'exploiter, les travaux d'extension et de rénovation du bâtiment ainsi que du nouveau process ont immédiatement démarré dès le 28 janvier 2019.

Le bâtiment réhabilité a été réceptionné le 20 décembre 2019 et l'installation a été inaugurée le 21 février 2020. Plusieurs interventions complémentaires ou modificatives ont été entreprises en 2020, notamment pour améliorer la signalisation des voiries. Le constat de la présence importante de poussière lors des phases d'exploitation et de l'instabilité consécutive du système de protection incendie, a conduit à désactiver en partie le dispositif. Il a donc été nécessaire de mettre en place un dispositif de gardiennage lors des heures de fermeture du site dans l'attente de la résolution de ce dysfonctionnement. Au terme des investigations, le système d'aspersion d'eau par sprinklage a été déconnecté de celui de la détection et une nouvelle cuve de réserve d'eau a été installée en juin 2021 pour augmenter les performances de l'installation.

Le nouveau process a quant à lui été réceptionné le 30 novembre 2020.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Aucun versement d'avance n'a été réalisé en 2021, le montant total des avances versées au 31 décembre restant fixé à 2 000 K €. 35 K € HT ont été versés au titre de la rémunération du mandataire, portant le montant global révisé de la rémunération à 721 K € HT au 31 décembre 2021, en augmentation de 5 K € HT de par l'application de la révision.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2021 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 18 405 K € TTC, dont 1 652 K € au titre de l'exercice 2021.

Au regard de l'achèvement des marchés de travaux, le montant prévisionnel du bilan est ramené à 18 569 K € TTC, en diminution de 740 K € TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2020.

Les travaux objet de l'opération se décomposent comme suit :

- Etudes, travaux et honoraires techniques : 13 435 K € HT ;
- Honoraires sur travaux, rémunération du mandataire et divers : 1 079 K € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2021 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER ;
- D'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210235-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02905_CRAC_2021_VD.pdf

- 2905 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.